

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Déchets
Cité administrative
19 rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09

ALBI, le 28/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRIANE ENVIRONNEMENT

Rue Clément Ader
81160 ST JUERY

Références : 81-DECHETS-2022-31
Code AIOT : 0006803808

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement BRIANE ENVIRONNEMENT implanté Rue Clément Ader 81160 ST JUERY. L'inspection a été annoncée le 29/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection avait pour objet le contrôle du respect de la mise en demeure du 5 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIANE ENVIRONNEMENT
- Rue Clément Ader 81160 ST JUERY
- Code AIOT : 0006803808
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'activité principale de la société Briane Environnement est le traitement du verre usagé (déchets). Pour cette activité, l'entreprise dispose de deux installations.

L'installation 1 permet le tri, le broyage et le nettoyage du verre ménager (verre issu des bornes de collecte publique). L'unique client de cette installation est la VOA d'Albi. Cette installation est située dans un bâtiment.

Les installations 21 et 22 sèchent, broient finement et conditionnent du verre pour en faire du filtre à piscine ou de l'abrasif. La matière première de ces installations est un résidu de l'installation 1 (déchets caméra) et du calcin acheté à la VOA.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle du respect de la mise en demeure du 5 avril 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Voies de circulation	AP de Mise en Demeure du 05/04/2022, article 1	/	Sans objet
2	Emissions diffuses et envols de poussières	AP de Mise en Demeure du 05/04/2022, article 1	/	Sans objet
3	Conditions particulières à certaines installations	AP de Mise en Demeure du 05/04/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 avril 2022 en réalisant les travaux prescrits.

Les non-conformités ayant été corrigées, la mise en demeure notifiée par l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 peut-être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voies de circulation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 9 février 2022
Prescription contrôlée : La société BRIANE ENVIRONNEMENT exploitant une installation de traitement de verre sise 8 rue Clément Ader , sur la commune de SAINT JUERY est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais maximum précisés ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> • de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé en réalisant les travaux relatifs à l'installation du bardage métallique sous quatre mois ; [...]
Constats : La visite d'inspection a permis de constater la mise en place du bardage métallique, en remplacement de l'écran végétal mort sur la partie Est des installations 21 et 22, d'une hauteur de 6,3 m sur 80 m de long.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 9 février 2022
Prescription contrôlée : La société BRIANE ENVIRONNEMENT exploitant une installation de traitement de verre sise 8 rue Clément Ader , sur la commune de SAINT JUERY est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais maximum précisés ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté : [...] • de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé en réalisant les travaux relatifs au stockage du résidu 50 et du produit 400-800 dans un contenant permettant de limiter les émissions de poussières lors du chargement pour reprise sous trois mois ; [...]
Constats : Suite aux aménagements réalisés par l'exploitant, le résidu 50 est dorénavant stocké dans un bâtiment en ossature et bardage métallique fermé. Le produit 400-800 est stocké en vrac au sol sous une structure en tunnel ouverte sur une façade pour permettre le chargement pour reprise. L'intérieur de la structure est équipé d'un système d'aspersion par spinckler pour limiter l'envol des poussières. Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'émission de poussières depuis ces structures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions particulières à certaines installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 9 février 2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BRIANE ENVIRONNEMENT exploitant une installation de traitement de verre sise 8 rue Clément Ader , sur la commune de SAINT JUERY est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais maximum précisés ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé en mettant en place les mesures correctrices complémentaires au "plan d'actions poussières" existant afin de permettre la maîtrise des émissions diffuses des installations 21 et 22 sous quatre mois.
<p>Constats : Lors de la visite, les installations 21 et 22 étaient en fonctionnement. L'inspection n'a pas constaté l'émission diffuse de poussière au niveau de ces bâtiments.</p> <p>L'exploitant a entrepris de nombreux aménagements afin de réduire les émissions de poussières, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none">- changement des buses du système d'aspersion,- modification du trajet de la tuyauterie du cyclone 502 afin d'éviter les coudes qui constituent les points faibles en terme d'usure,- renforcement des coudages et des tubages par un revêtement en polyuréthane,- prolongement du capotage des tapis convoyeur jusqu'à l'intérieur des bâtiments,- mise en place de porte ou de rideaux à lanière PVC sur les ouvertures non équipées,- réparation et rebouchage pour étanchéifier le bardage métallique des bâtiments,- étanchéification au niveau des cadres des ouvertures existantes,- mise en place d'une goulotte de récupération des poussières accrochées sous le tapis convoyeur en sortie de bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet